

La notion de système-monde chez Wallerstein. Considérations critiques

 alencontre.org/economie/la-notion-de-systeme-monde-chez-wallerstein-considerations-critiques.html

Alain Bihr, *A l'encontre*, 17 octobre 2019



Immanuel Wallerstein (1930-2019)

Par Alain Bihr

Le tome 3 (en deux volumes) de l'ouvrage d'Alain Bihr *Le premier âge du capitalisme*, intitulé *Un premier monde capitaliste*, sera disponible en librairie début novembre. A cette occasion, nous avons demandé à son auteur un exposé ayant trait à l'apport d'Immanuel Wallerstein, par son concept de système-monde, et conjointement les «faiblesses» de cet auteur fondées, en particulier, sur sa conception fétichiste du capital. Cet exposé, comme celui consacré à Fernand Braudel, s'étaye sur l'élaboration, nourrie par une recherche historique minutieuse, des quatre tomes de l'ouvrage intitulé *Le premier âge du capitalisme*. Les 2 volumes du tome III seront en librairie début novembre et une souscription sera lancée sous peu pour les lectrices et lecteurs résidant en Suisse. (Réd.)

Immanuel Wallerstein – disparu le 31 août 2019 – figure parmi les auteurs qui ont repris le concept d'économie-monde proposé par Fernand Braudel, tout en cherchant à le libérer de certaines de ses limites[1]. Pour autant, l'analyse qu'il conduit à partir de là du monde protocapitaliste n'en encourt pas moins des critiques.

Empire-monde et économie-monde

Le premier et sans doute le principal apport de Wallerstein consiste dans l'introduction d'un nouveau concept, celui de système-monde, qui va lui permettre de préciser la notion braudelienne d'économie-monde. Pour Wallerstein, un système-monde est une vaste unité socio-spatiale résultant de l'organisation, plus ou moins durable parce que

possédant un degré variable mais certain d'homéostasie[2], de relations complexes (à la fois économiques, politiques et culturelles) entre une multiplicité d'unités différentes (tribus, ethnies, peuples, cités-États, royaumes, etc.). Wallerstein distingue différents types ou formes de systèmes-mondes. Outre des mini-systèmes – « *les économies de subsistance relativement étroites et d'un haut degré d'autonomie* »[3] – dont il signale l'existence mais dont il ne dit presque rien, il oppose fortement les empires-mondes et les économies-mondes.

Ce qui caractérise un empire-monde, c'est qu'il est politiquement unifié et que son unité est essentiellement politique : il résulte de l'intégration et de la subordination des différentes unités qui le composent dans et par une même structure étatique, un même pouvoir d'État, aux lourds et puissants appareils militaire, fiscal, administratif, etc. Cette unification politique se double quelquefois d'une certaine forme d'uniformisation culturelle, sous l'effet de la diffusion d'une grande religion (faisant alors fonction de religion d'État), voire d'une langue, qui normalise plus ou moins les mœurs, la société civile, le droit, etc. Mais un empire-monde tolère fréquemment en son sein l'existence de différentes minorités socioculturelles. Les grands empires asiatiques (la Chine, l'Inde, la Perse, les empires arabes classiques et l'Empire ottoman) constituent les exemples typiques d'empires-mondes.

Une économie-monde se distingue au contraire d'un empire-monde par trois traits étroitement liés. D'une part, elle n'est pas politiquement unifiée : elle est au contraire politiquement fragmentée en une multiplicité de pouvoirs autonomes et souverains, souvent rivaux et, à l'occasion, même ennemis, qu'elle inclut cependant en elle en les englobant. Politiquement fragmentée, une économie-monde l'est aussi, d'autre part, sur le plan culturel : plus qu'un empire-monde, elle tolère une grande diversité de langues, de mœurs, de religions, etc. Ce qui n'exclut pas cependant une certaine tendance à l'uniformisation culturelle en liaison avec le développement des relations marchandes entre les différentes unités qui constituent l'économie-monde, favorisant la formation de ce que Wallerstein appelle une « *géoculture* »[4]. Enfin, et en conséquence des deux points précédents, l'unification d'une économie-monde s'opère, comme son nom l'indique, essentiellement dans et par l'économie. Ce qui suppose non seulement l'existence de relations d'échange marchand régulières et intenses entre les différentes unités sociopolitiques qui la composent mais encore le développement d'une véritable division du travail entre elles, qui les rend mutuellement dépendantes du point de vue de leur reproduction matérielle, ce que Wallerstein appelle « *la division axiale du travail* » qui est l'épine dorsale de l'économie-monde capitaliste selon lui. C'est une caractéristique des économies-mondes, méconnue de Braudel comme nous l'avons vu, sur laquelle Wallerstein insiste pour sa part expressément :

« *Nous appelons économie-monde (selon l'expression de Braudel) une importante zone géographique au sein de laquelle il existe une division du travail, et, donc, non seulement des échanges de produits de base ou de première nécessité mais aussi des flux de travail et de capital. Par ailleurs, une des caractéristiques de l'économie-monde est qu'elle n'est pas liée à une structure politique unitaire.* »[5]

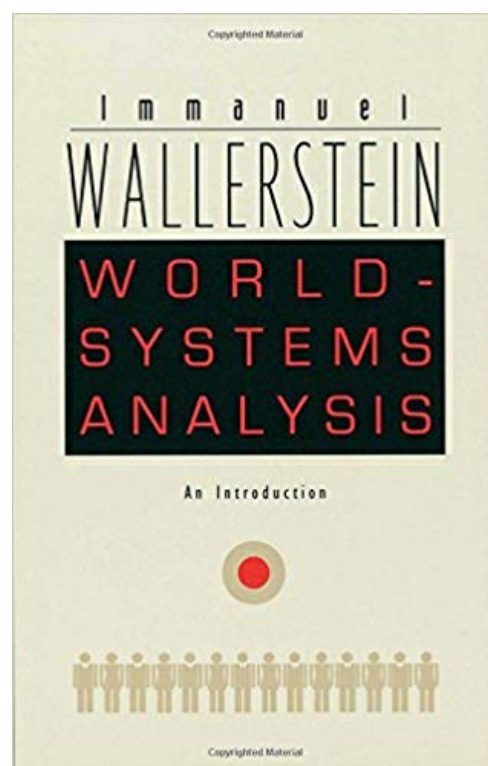
En somme, si l'on avait à résumer la différence entre empire-monde et économie-monde, il serait utile de revenir à la différence proposée par Durkheim entre « *solidarité mécanique* » et « *solidarité organique* » et, plus encore, à celle introduite par Gramsci, sur cette base, entre « *bloc mécanique* » et « *bloc organique* ». Tout empire-monde est un bloc mécanique d'ethnies, de peuples, de cités, d'anciens royaumes ayant perdu leur indépendance, etc., dont l'armature politique est constituée par les appareils de l'État central et auquel la diffusion d'une culture commune (avec son noyau religieux ou linguistique) sert de ciment. Tandis qu'une économie-monde constitue un bloc organique fondé sur les échanges marchands et la division spatiale du travail entre les différentes unités politiquement et culturellement autonomes qui la constituent, qui ont pour effet de les rendre interdépendantes mais aussi de développer des phénomènes de développement inégal et partant d'exploitation entre elles.

L'intérêt de cette distinction entre empire-monde et économie-monde, ignorée de Braudel, est évident. Elle évite certaines imprécisions et confusions dont ce dernier a été victime en étendant abusivement sa notion d'économie-monde. Ce qui, comme nous l'avons vu, l'a amené à voir des économies-mondes un peu partout : dans l'Empire romain, dans la Moscovie avant Pierre le Grand, dans l'Empire ottoman aussi bien que dans l'Inde moghole ou dans la Chine des Song ou des Ming.

Les spécificités de l'économie-monde capitaliste selon Wallerstein

Sur cette base, il est possible à Wallerstein de procéder à un second apport. Il consiste à souligner la forte originalité de l'économie-monde européenne moderne, qui se forme entre le 15^e et le 17^e siècle.

Cette originalité réside d'abord dans sa puissance expansive, conséquence directe de sa nature capitaliste. En effet, selon Wallerstein, le capitalisme se caractérise essentiellement par sa tendance à l'accumulation illimitée du capital, partant sa tendance permanente à repousser ses limites spatiales, à contourner ou surmonter toutes les barrières physiques ou politiques, jusqu'à envahir la planète entière. Mais cela en explique aussi la durée historique exceptionnelle, qui contraste si fortement avec la courte trajectoire et le destin le plus souvent malheureux des économies-mondes antérieures, précapitalistes, qui doivent précisément à leur caractère précapitaliste de n'avoir pas pu durer. Selon Wallerstein, la réussite historique de l'économie-monde moderne tient donc fondamentalement à son caractère capitaliste, à sa nature et sa tendance



expansives, qui lui permettent d'entretenir, de renouveler et de renforcer sans cesse le principe même de sa cohésion interne, la division du travail qui la structure, gage de sa survie.

Mais inversement, selon Wallerstein, le capitalisme lui-même n'a pu naître et se développer que dans le cadre d'une telle économie-monde. Sa pluralité d'États entre lesquels la circulation du capital (sous toutes ses formes) reste néanmoins possible fournit la seule structure politique adéquate à l'accumulation du capital, celle d'un système d'États :

« (...) avant l'époque moderne, les économies-mondes étaient des structures très instables, tendant soit à se convertir en empires, soit à se désintégrer. C'est la particularité du système mondial moderne qu'une économie-monde ait pu survivre cinq siècles durant sans se transformer en empire-monde, et cette particularité est le secret de sa puissance. Elle est l'aspect politique du type d'organisation économique appelé capitalisme. Si ce dernier a pu s'épanouir, c'est précisément parce que l'économie-monde incluait dans ses limites non pas un, mais de nombreux systèmes politiques. »[6]

Ainsi, si une économie-monde durable n'est possible que grâce au capitalisme, inversement, le capitalisme lui-même n'a été possible que dans le cadre d'une telle économie-monde. Bref : *« Une économie-monde et un système capitaliste vont de pair. »*[7]

De l'économie-monde moderne, Wallerstein détaille les différentes institutions ou formes d'organisation : des marchés évidemment, dont il souligne la tendance au monopole ou du moins à l'oligopole, car seuls de tels marchés rendraient, selon lui, possible l'accumulation illimitée du capital ; des entreprises en concurrence sur ces marchés, mais cherchant à échapper à la concurrence précisément par l'évolution vers l'oligopole ou même le monopole ; une pluralité d'États constituant un système d'États ; enfin des ménages, des classes et des groupes de statut (ou groupes identitaires). Mais il souligne surtout l'originalité de sa structure spatiale et temporelle.

Son espace est, selon lui, notamment caractérisé par la division et l'opposition entre centre et périphérie. Celles-ci concernent au premier chef les procès de production, les procès centraux étant ceux qui s'assurent une meilleure rentabilité par leur position monopolistique ou du moins oligopolistique sur les marchés, tandis que les procès périphériques connaissent une moindre rentabilité du fait qu'ils opèrent sur des marchés concurrentiels. De ce fait, il s'institue aussi entre eux un échange inégal impliquant des transferts de valeur des procès périphériques vers les procès centraux.

Mais, des rapports entre procès de production, donc entre capitaux singuliers ou entre branches de la division sociale du travail, l'opposition entre centre et périphérie peut s'étendre et s'étend de fait ordinairement à des territoires (à la division spatiale du travail) et finalement à des États. Les États centraux seront ceux dans lesquels tendront à se concentrer les procès de production centraux (monopolistiques ou oligopolistiques), tandis que les États périphériques (pour autant qu'ils puissent se constituer) seront ceux entre lesquels se disperseront les procès de production concurrentiels.

Cependant, entre les États centraux défendant leurs monopoles ou oligopoles et les États périphériques subordonnés aux précédents s'interpose un troisième groupe d'États (méconnu de Braudel), que l'on peut qualifier de semi-périphériques, au sein desquels coexistent, en proportions variables, des procès centraux et des procès périphériques. Ces États occupent par définition une position délicate parce qu'instable : il leur faut mobiliser tous leurs moyens sur les plans économique, politique (diplomatie et militaire), culturel, pour parvenir au minimum à maintenir leur position dans la hiérarchie mondiale voire à l'améliorer, faute d'être condamnés à régresser. Par exemple, il leur faut étendre, renforcer, diversifier les procès de production centraux localisés sur leur territoire, tout en circonscrivant inversement les procès de production périphériques, voire en s'en débarrassant. Et cela est d'autant plus difficile pour chacun d'eux qu'ils sont en concurrence entre eux dans cette course à l'accès à de meilleures places. Ce qui explique que, à tout moment, on trouve parmi les États semi-périphériques à la fois d'anciens États centraux en déclin et des zones ou États anciennement périphériques en voie ascendante dans la hiérarchie mondiale. L'existence de cette catégorie d'États intermédiaires atteste ainsi du fait que la hiérarchie des États au sein de cette économie-monde n'est rien moins que stable et donnée une fois pour toutes : elle peut se modifier au gré du devenir des procès de production localisés sur leurs territoires respectifs, permettant à certains de s'élever dans la hiérarchie et condamnant d'autres au contraire à y régresser.

Pendant l'époque protocapitaliste, la hiérarchie entre les procès productifs structurant l'économie-monde capitaliste correspond, selon Wallerstein, à des rapports de production bien définis qu'il lie directement aux différents types d'États caractérisant les différentes zones de l'économie-monde :

« Et pourquoi ces différents modes se concentrèrent-ils dans certaines zones de l'économie-monde : esclavage et "féodalisme" [en fait servage ou pseudo-servage – AB] à la périphérie, salariat et travail indépendant au centre et, ainsi que nous le verrons, métayage à la semi-périphérie ? Parce que les modes de contrôle du travail influencent profondément le système politique et, en particulier, la puissance de l'appareil étatique et que ce sont eux qui permettent ou interdisent la formation d'une bourgeoisie indigène. »[8]

Wallerstein reprend ici ce que Braudel a déjà eu l'occasion de dire de la hiérarchie des rapports de production au sein de l'économie-monde capitaliste. Nous verrons dans un moment ce qu'il faut en penser.

Wallerstein signale enfin qu'il faut tenir compte de l'existence de zones, plus ou moins vastes, extérieures à l'économie-monde capitaliste, tant du moins que celle-ci n'est pas devenue mondiale (planétaire). Ce sont en somme les marges de l'économie-monde, qui peuvent consister en d'autres économies-mondes (non capitalistes) ou en des empires-mondes. Il ne faut pas les confondre avec les zones périphériques parfaitement intégrées à l'économie-monde capitaliste (comme le fait Braudel), bien que, là encore, il n'y ait pas de séparation étanche entre les deux.

Quant à la temporalité propre à l'économie-monde moderne, elle est caractérisée par l'alternance entre des phases d'expansion (de croissance) et des phases de contraction (de récession), selon Wallerstein, qui se contente en fait ici de reprendre l'hypothèse des cycles de Kondratieff. Tout juste insiste-t-il sur certaines conséquences de ce devenir cyclique qui lui paraissent plus particulièrement importantes : d'une part, une « *restructuration géographique continue du système mondial capitaliste* »[9], notamment sous l'effet du déplacement du centre vers la périphérie des procès de production dont la rentabilité diminue mais aussi du déclin ou, au contraire, de l'épanouissement de régions ou de nations en fonction de leur changement de position dans la hiérarchie mondiale ; d'autre part, un processus constant d'invention technico-scientifique et d'innovation socio-économique, de manière à relancer l'accumulation lors des phases descendantes ; enfin « *la base géographique du capitalisme historique s'est constamment élargie au cours du temps* »[10] – où l'on retrouve la spécificité spatiale de l'économie-monde moderne.

On doit enfin à Wallerstein d'avoir été l'un des premiers à formuler les principes originaux qui régissent les rapports conflictuels entre États centraux au sein de l'économie-monde capitaliste, le principe d'équilibre des puissances et celui de prédominance hégémonique. Le premier implique que le plus puissant des États centraux ne soit jamais plus puissant que la coalition des autres États centraux. Le second signifie l'impossibilité pour un des États centraux de l'économie-monde moderne de transformer cette dernière en un empire-monde, la seule opportunité ouverte à un tel État étant de conquérir une position hégémonique consistant à se rendre maître de l'équilibre instable entre les différentes puissances centrales. Et Wallerstein de citer en exemples les tentatives impériales de Charles Quint au 16^e siècle, de Napoléon au début du 19^e siècle et de Hitler au milieu du 20^e siècle, qui se sont toutes soldées par des échecs, au rebours des succès qu'ont connus les entreprises hégémoniques des Provinces-Unies au 17^e siècle, du Royaume-Uni au milieu du 19^e siècle et des États-Unis au milieu du 20^e siècle. Selon Wallerstein, chacune de ces hégémonies successives s'est imposée à la suite d'une « *guerre mondiale* » (respectivement la guerre de Trente Ans 1618-1648, les guerres révolutionnaires et napoléoniennes 1792-1815, les Première et Deuxième Guerres mondiales 1914-1945) mettant aux prises une coalition d'États conduite par la future puissance hégémonique contre une puissance visant à établir une domination impériale sur le système-monde.

S'il a été impossible de transformer l'économie-monde capitaliste en un empire-monde, c'est essentiellement pour deux raisons selon Wallerstein. D'une part, l'accumulation du capital, avec l'inévitable concurrence entre capitaux singuliers ou fractions du capital total qu'elle implique et relance sans cesse, a toujours été suffisamment dispersée (en dépit de la tendance à la concentration et à la centralisation du capital qu'elle implique) pour donner naissance à une multiplicité de centres d'accumulation différents et concurrents, base matérielle de l'existence d'une multiplicité d'États rivaux, de puissance sinon équivalente du moins suffisante pour se tenir mutuellement en respect ou, du moins, pour éviter que l'un d'eux ne puisse s'imposer à tous les autres réunis, en contribuant ainsi à l'établissement d'un équilibre des puissances, cependant

constamment remis en cause par les rivalités entre elles. D'autre part, l'établissement d'un État à structure impériale, dominant et contrôlant toute l'économie-monde en la transformant *ipso facto* en empire-monde, constituerait une menace pour les capitalistes : menace de limiter les possibilités d'accumulation par une politique de redistribution des richesses, voire menace d'expropriation pure et simple. Menace dont les capitalistes se sont constamment protégés en jouant de la rivalité entre les États. Si bien que, en définitive, seule une pluralité d'États rivaux, régis par le principe d'équilibre des puissances, constitue une structure étatique conforme aux exigences de la poursuite de l'accumulation illimitée de capital qui est la fin propre de l'économie-monde capitaliste.

Quant aux raisons pour lesquelles toute hégémonie est condamnée à terme, si bien que la temporalité politique de l'économie-monde capitaliste est celle d'une succession de cycles hégémoniques, elles sont diverses mais leur effet conjoint est inéluctable. D'une part, la conquête et l'exercice de l'hégémonie sont liés à la prépondérance économique de la puissance hégémonique, au fait que cette dernière concentre les capitaux les plus efficaces (en termes de productivité du travail) et les plus rentables (en termes de valorisation du capital). Or, tôt ou tard, par imitation des capitaux de l'État hégémonique par ceux localisés dans les autres États centraux (voire dans certains États semi-périphériques) ou par délocalisation des premiers vers les seconds, la puissance hégémonique voit sa prédominance contestée et finalement remise en cause sur le plan économique. En somme, l'hégémonie ne met pas fin à la concurrence intercapitaliste avec les renversements de situation qu'elle peut entraîner.

D'autre part, l'hégémonie a un coût, qui tend d'ailleurs à s'alourdir au fur et à mesure qu'elle se prolonge. Un coût interne à l'État hégémonique, tout d'abord, sous la forme d'une politique de hauts salaires et de redistribution des revenus destinée à acheter la paix sociale, sans doute nécessaire à l'efficacité économique mais qui n'en compromet pas moins, à terme, la profitabilité du capital au sein de cet État. À quoi s'ajoute un coût externe. Car une condition de la conquête et de l'exercice de l'hégémonie est la capacité d'imposer aux autres États centraux et de faire respecter par eux, outre les intérêts propres de la puissance hégémonique, un ensemble de règles communes régissant les rapports entre eux, garante de la cohérence de l'ordre interétatique au centre du système-monde ; de même, l'hégémonie implique de défendre la hiérarchie régissant ce système, autrement dit les intérêts communs des États centraux face à la périphérie et à la semi-périphérie mondiales, voire de prévenir ou de contrer les menées hostiles de puissances situées en marge du système-monde. Toutes causes qui supposent l'entretien de puissantes forces armées et même le recours à leur usage à l'occasion, ce qui implique un alourdissement du prélèvement fiscal au détriment de la fraction du capital sur lequel l'État hégémonique exerce sa souveraineté. Ce qui ne peut que contribuer à dégrader les conditions de rentabilité de ce capital et, avec elle, sa position dans la lutte concurrentielle qui l'oppose aux autres fractions du capital central.

Les limites de Wallerstein

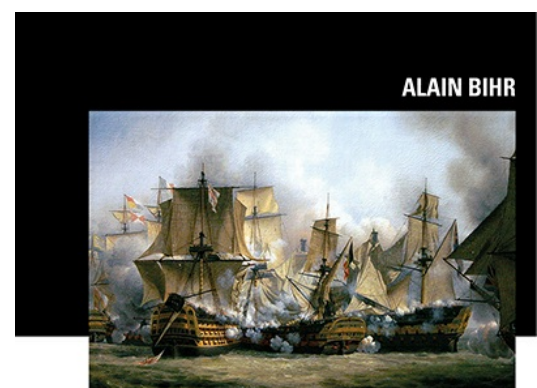
On ne peut dénier certains apports de la part de Wallerstein, permettant de préciser et d'enrichir le concept d'économie-monde tel qu'il a été élaboré par Braudel. Pour autant, il ne parvient pas à dépasser les limites auxquelles est venu se heurter ce dernier, prisonnier qu'il reste lui aussi d'une compréhension erronée du capital et du capitalisme et, par conséquent, de l'économie-monde capitaliste qui en est le résultat.

Si Wallerstein prend soin de définir le capitalisme (par l'accumulation illimitée du capital), on ne trouve par contre chez lui aucune définition précise du capital. Si bien qu'il réalise ce tour de force de parvenir à définir le capitalisme sans définir le capital ! En fait, différents éléments indiquent clairement que Wallerstein n'a, lui non plus, nullement intégré l'apport marxien et qu'il reprend, en fait, à son compte la conception fétichiste habituelle du capital.

En premier lieu, il commet lui aussi régulièrement de graves confusions sur la plupart des concepts qu'il emprunte à Marx. N'en donnons qu'un exemple concernant la notion de plus-value.

« La grande majorité de la population d'un État est composée des ménages élargis de ceux qui travaillent pour des entreprises ou d'autres organisations. Le système capitaliste assure un certain mode de répartition de la plus-value qu'ils produisent, et il s'agit évidemment à tout moment d'un jeu à somme nulle : plus la part revenant à l'accumulation est grande, plus faible est celle consacrée comme compensation à ceux qui travaillent pour les unités de production produisant cette plus-value. »[11]

Wallerstein confond ici visiblement la plus-value et ce que l'on pourrait appeler, en détournant l'expression de son sens habituel, la « valeur ajoutée » : la valeur nouvelle qui procède de la dépense d'une certaine quantité de travail vivant au cours de tout procès de production et qui vient s'ajouter à la valeur ancienne des moyens de production (du travail mort) consommés au cours de ce même procès de production pour déterminer la valeur du produit. Cette « valeur ajoutée » se divise en une part payée par le capital aux travailleurs sous forme de salaire (direct et indirect), en principe l'équivalent de la valeur de leur force de travail, et une part non payée qui, seule, constitue la plus-value que s'approprie le capital, notamment à fin de s'accumuler en la convertissant en capital additionnel. Ce sont là des notions élémentaires pour qui s'est donné la peine de lire *Le Capital*... et qui l'a compris !



1415 **LE PREMIER ÂGE**
1763 **DU CAPITALISME**
tome 3
UN PREMIER MONDE CAPITALISTE

page2: SYLÉPSE

En deuxième lieu, Wallerstein ignore ou du moins méconnaît complètement le noyau du rapport capitaliste de production : l'expropriation des producteurs. Cela apparaît notamment dans la manière dont il envisage la formation du capitalisme, qu'il réduit à un processus de marchandisation généralisée de l'ensemble des « *facteurs de production* », pour parler le langage des économistes :

« L'émergence historique du capitalisme réclamait donc l'extension des processus marchands (ou "marchandisation"), non seulement dans l'échange, mais aussi dans la production, dans la distribution et dans l'investissement, qui s'effectuait auparavant sans passer par le marché. Une fois cette évolution amorcée, les capitalistes ont cherché à marchandiser, dans leur recherche d'une accumulation toujours plus grande, des processus sociaux de plus en plus nombreux. »[12]

Comme la quasi-totalité des économistes et la plupart des sociologues et des historiens, Wallerstein assimile ainsi le capitalisme à « *une économie de marché* », en réduisant sa formation à un simple processus d'expansion de la sphère marchande, progressivement élargie jusqu'à inclure la totalité du champ économique, avant d'envahir progressivement l'ensemble des activités humaines. Mais, à aucun moment, il ne se demande ce qui a rendu une telle expansion possible, en la présentant comme naturelle, comme allant de soi, incluse en quelque sorte dans le principe même de l'échange marchand. Or la condition fondamentale de possibilité de cette expansion de la sphère marchande, de cette « *marchandisation* » généralisée de l'économie, c'est ni plus ni moins l'expropriation des producteurs : seule cette dernière a rendu possible la « *marchandisation* » des moyens de production (à commencer par le premier d'entre eux, la terre), la « *marchandisation* » de la force de travail (sans laquelle il n'y aurait nul rapport salarial possible) et même la « *marchandisation* » des moyens de consommation (les producteurs expropriés étant obligés désormais d'échanger contre leur salaire les moyens nécessaires à leur subsistance qu'ils produisaient antérieurement par eux-mêmes et autoconsommaient).

En dernier lieu, Wallerstein donne, lui aussi, dans le fétichisme capitaliste en attribuant au capital, réifié en étant réduit à ses supports matériels ou à ses formes phénoménales, des capacités, des puissances mystérieuses et surhumaines. Par exemple, celle de se conserver tout en s'accroissant, bref de s'accumuler, qui plus est indéfiniment. Cela apparaît notamment dans le passage suivant, un des rares dans lesquels Wallerstein tente de définir le capital :

« Mais qu'est-ce donc que le capital ? En termes courants, cela désigne tout simplement une richesse accumulée. Mais le mot a une acception plus particulière lorsqu'on se réfère au capitalisme en tant que système historique. Il ne désigne plus seulement le stock existant de biens de consommation, de machines, ou de droits monétaires reconnus sur les biens matériels (...) Ce qui fait la spécificité historique du système social qu'est le capitalisme, c'est que le capital a fini par y être utilisé (investi) dans le but premier et délibéré de son auto-expansion (...) c'est cette quête incessante et auto-entretenu d'une accumulation toujours

plus grande de la part des détenteurs de capital, ainsi que les relations qu'ils étaient amenés à établir avec d'autres pour la réaliser qui caractérisent ce que nous appelons le capitalisme. »
[13]

Pour Wallerstein, tout résultat antérieur du travail humain, qu'il soit moyen de consommation ou moyen de production, tout comme les droits de propriété sur ces moyens, est en soi du capital. Et il y a capitalisme du moment où ces résultats antérieurs du travail humain sont utilisés afin d'engendrer de nouvelles richesses, destinées à s'accumuler dans le but de produire des richesses supplémentaires, et ainsi de suite à l'infini. Le tout sans considération aucune de la forme sociale du processus ni par conséquent des rapports de production dans le cadre desquels ces richesses sociales sont produites et utilisées (consommées) – à peine y est-il fait allusion en termes très vagues à la fin du passage cité. On nage ici en pleine magie fétichiste, pour laquelle les choses se mettent en mouvement d'elles-mêmes et possèdent par elles-mêmes la capacité de produire d'autres choses, indépendamment des hommes qui les produisent et de leurs rapports sociaux dans le cadre desquels ils les produisent.

Et cette méconnaissance par Wallerstein de la nature essentielle du capital comme rapport social de production, son occultation dans et par ses représentations fétichistes sont directement responsables des différentes limites qui se manifestent dans son explication des principales caractéristiques de l'économie-monde capitaliste moderne et contemporaine. À chaque fois, comme nous allons le voir, c'est bien la compréhension du capital comme rapport de production qui fait défaut à Wallerstein pour résoudre correctement les questions que sa propre élaboration le conduit pourtant à poser.

Wallerstein a certes raison de souligner que l'un des traits distinctifs de l'économie-monde capitaliste, et cela dès les temps modernes où elle émerge et prend forme, est sa puissance expansive, qu'il lie très justement au caractère illimité de l'accumulation du capital sous le capitalisme. Mais il est incapable d'expliquer cette dernière : qu'est-ce qui a permis l'accumulation sans fin du capital, seule capable de donner naissance au capitalisme selon Wallerstein ? Bien plus, qu'est-ce qui l'a rendue nécessaire ?

S'il ne nous l'explique pas, c'est sans doute parce que, selon sa représentation fétichiste du capital, cette capacité d'accumulation illimitée du capital va de soi. Au demeurant, voudrait-il l'expliquer qu'il aurait du mal à le faire ; c'est que cette explication renvoie précisément aux particularités du capital comme rapport social de production – concept que Wallerstein ignore ou méconnaît.

Car l'on retrouve ici l'originalité historique radicale du capital comme rapport de production : l'expropriation des producteurs. En effet, c'est elle, et elle seule, qui constitue la condition de possibilité de l'accumulation du capital – et ce dès la soi-disant « *accumulation primitive* », qui n'a jamais été que le résultat de l'expropriation originelle des producteurs immédiats de leurs anciens moyens de production. Car l'expropriation des producteurs sur laquelle repose le capital comme rapport de production, combinée avec ses deux corrélats immédiats que sont la transformation de la force de travail en marchandise et la formation d'une plus-value au cours du procès de production, permet

à ce dernier de se développer en un procès autoreproductif : un procès capable de reproduire ses présupposés (l'expropriation du travailleur salarié, la nécessité pour lui de remettre incessamment en vente sa force de travail et, par conséquent, de se soumettre continûment au processus de l'exploitation capitaliste) comme ses propres résultats, de sorte qu'il puisse ainsi indéfiniment se reprendre, qui plus est à une échelle progressive[14].

Bien plus, l'expropriation des producteurs n'est pas seulement la condition de possibilité de l'accumulation illimitée du capital ; elle est aussi ce qui la rend nécessaire. Car ce qui contraint les capitalistes à accumuler, c'est, par-delà la concurrence entre eux qui ne fait qu'exécuter les exigences du capital en général et la possibilité que leur ouvre l'accumulation de réaliser temporairement des surprofits, la résistance que les travailleurs salariés opposent à leur exploitation et domination, leurs luttes pour réduire la durée et l'intensité de leur travail et pour augmenter la norme sociale de consommation qui détermine leur salaire (la valeur de la force de travail), autrement dit en définitive la résistance que les travailleurs salariés opposent à leur propre expropriation. De part en part, c'est bien cette dernière qui, tant par sa logique propre (ses contraintes structurelles) que par les contradictions (conflits) qu'elle engendre, est au cœur de cette accumulation illimitée du capital dont Wallerstein fait la marque propre du capitalisme mais dont il ignore aussi, du même coup, la nature exacte.

C'est à la même limite que Wallerstein se heurte dans son explication de la pérennité historique de l'économie-monde capitaliste, relativement à ses homologues précapitalistes. Si ces dernières n'ont pas pu durer historiquement comme l'économie capitaliste, ce n'est pas faute de n'avoir pas su s'étendre et dynamiser ainsi la division du travail qui constituait le principe de leur cohérence, comme l'explique Wallerstein. La principale limite des économies-mondes précapitalistes, c'est qu'elles reposaient sur un développement imparfait du capital sous forme du seul capital marchand, totalement tributaire de conditions de production et de rapports de production qu'il ne dominait pas – je pense en particulier aux formes précapitalistes de la propriété foncière –, ce qui en limitait singulièrement les possibilités de développement tant spatial que temporel. Seule une économie-monde fondée sur le capital, c'est-à-dire un rapport de production dans lequel l'intégralité des conditions de la production, moyens de consommation comme moyens de production, ont pris la forme capitaliste, peut acquérir les conditions de sa propre pérennité parce que le rapport de production qui lui sert de base et de moteur s'est alors lui-même assuré les conditions de sa propre reproduction.

Wallerstein échoue de même à expliquer correctement le caractère fragmenté de l'économie-monde capitaliste : le fait que l'économie-monde capitaliste se trouve éclatée entre une pluralité d'États rivaux. Il a certes raison d'affirmer qu'un tel espace économiquement ouvert à la circulation du capital tout en étant politiquement fragmenté est adéquat et même seul adéquat aux exigences de l'accumulation illimitée du capital qui définit le capitalisme. Mais l'explication qu'il en donne est inappropriée et finalement inexacte.

Selon Wallerstein, une accumulation illimitée de capital ne peut se produire que dans un espace qui combine deux traits à la fois opposés et complémentaires. D'une part, il doit s'agir d'un vaste espace ouvert à la circulation du capital, sur lequel celui-ci peut déployer sa logique de division sociale et spatiale du travail. Tandis que, d'autre part, il ne faut pas que cet espace soit dominé (contrôlé) par un seul État, qui serait capable de s'opposer aux intérêts des capitalistes, de les tenir en bride, voire tout simplement de les exproprier – comme cela s'est régulièrement produit au sein des empires-mondes précapitalistes. Seule l'existence d'une pluralité d'États rivaux, dans laquelle la puissance de chacun d'eux, y compris le plus fort, peut être contenue par celle, coalisée, de tous les autres, l'existence en somme d'une multiplicité des États rivaux entre lesquels le capital peut jouer de leur rivalité, en s'assurant le concours de certains d'entre eux contre l'hostilité éventuelle d'autres, convient au processus d'accumulation du capital.

L'explication de Wallerstein présente deux faiblesses essentielles. D'une part, elle repose sur le présupposé d'une sorte d'hostilité naturelle, principielle, entre le capital et l'État, qui trahit son inspiration libérale. Car une telle hostilité n'existe que dans l'imaginaire libéral. En effet, de deux choses l'une. Ou bien on a affaire à un État non capitaliste, comme cela peut être le cas dans les sociétés précapitalistes, par exemple dans les empires-mondes auxquels Wallerstein fait implicitement allusion ; et, s'il manifeste une attitude hostile à l'égard du capital et des capitalistes, c'est tout simplement qu'il défend d'autres formes de propriété, à commencer par la propriété foncière, dont il est en somme la condensation institutionnelle, et qu'il représente les intérêts d'autres groupes sociaux que menace le développement du capital et, plus largement, de l'économie marchande sur laquelle il repose ; autrement dit, dans ce cas, le conflit n'est pas d'abord ni essentiellement entre le capital et l'État mais entre le capital et d'autres formes de propriété (d'autres rapports de production) que l'État condense, défend et représente comme sa base propre. Ou bien on a affaire à un État capitaliste, un État généré par et inséré dans l'économie-monde capitaliste, un État par conséquent qui compte le capital parmi ses conditions mêmes d'existence, plus même : parmi ses conditions historiques de possibilité ; et, dans ce cas, il est impossible qu'il soit systématiquement hostile au capital et aux capitalistes ; tout au plus peut-il manifester de l'hostilité à l'égard d'une forme déterminée de capital et d'une catégorie particulière de capitalistes. Bref, ni dans un cas ni dans l'autre, on ne trouve trace d'une opposition de principe entre capital et État.

D'autre part et surtout, le raisonnement de Wallerstein présuppose l'existence de la pluralité d'États qu'il s'agit précisément d'expliquer. En effet, il nous montre quel bénéfice l'accumulation du capital peut tirer de l'existence d'une telle pluralité au sein de l'économie-monde qui lui sert de cadre ; mais il ne nous dit rien sur les conditions de production d'une telle pluralité. Sauf à donner dans la téléologie pour laquelle la fonction crée l'organe ou dans le fonctionnalisme pour lequel il suffit d'exposer la ou les fonctions d'une réalité pour rendre compte de son existence, il ne suffit pas de démontrer que cette pluralité d'États constitue une condition fonctionnelle de l'accumulation du capital pour en expliquer l'existence. Autrement dit, il ne suffit pas de démontrer que le capital tire parti de l'existence de cette pluralité d'États et de la fragmentation de l'économie-

monde capitaliste qu'elle réalise pour rendre compte de l'existence de cette fragmentation, pour expliquer et pourquoi et comment l'économie-monde capitaliste a pu générer et *a fortiori* génère nécessairement une pluralité d'États.

Là encore, seule la prise en compte du capital comme rapport social de production permet de répondre à cette question. Ce rapport de production implique en effet la propriété privée des moyens de production qui a pour conséquence la parcellisation du capital social en une multitude de capitaux singuliers, à la fois partenaires et concurrents sur le marché. Il est alors possible de montrer que le jeu de l'attraction et de la répulsion des capitaux singuliers conduit nécessairement à la fragmentation de l'espace mondial en une pluralité de compartiments, chacun constituant un marché spécifique (un espace spécifique de socialisation du travail, donc de formation, de circulation et de répartition de la valeur) dont un État souverain délimite et défend les frontières, en fixant notamment les conditions d'accession à ce marché, en les rendant en principe plus favorables aux capitaux indigènes (ou du moins à certains d'entre eux) qu'aux capitaux allogènes (ou du moins à certains d'entre eux) ; un marché dont il détermine de même les règles auxquelles les capitaux tant indigènes qu'allogènes sont soumis dans leur procès de reproduction ; un marché enfin dont il assure l'ensemble des conditions générales d'existence, qu'elles soient matérielles, institutionnelles ou culturelles[15]. Ainsi, loin qu'elle soit le moyen pour le capital de se mettre à l'abri d'une sorte d'hostilité naturelle de l'État à son égard, la pluralité des États à laquelle donne naissance l'économie-monde capitaliste est-elle au contraire la forme même sous laquelle l'État se met au service de la reproduction du capital : elle est la forme sous laquelle l'État capitaliste réalise son essence même de médiation majeure du procès global de reproduction du capital.

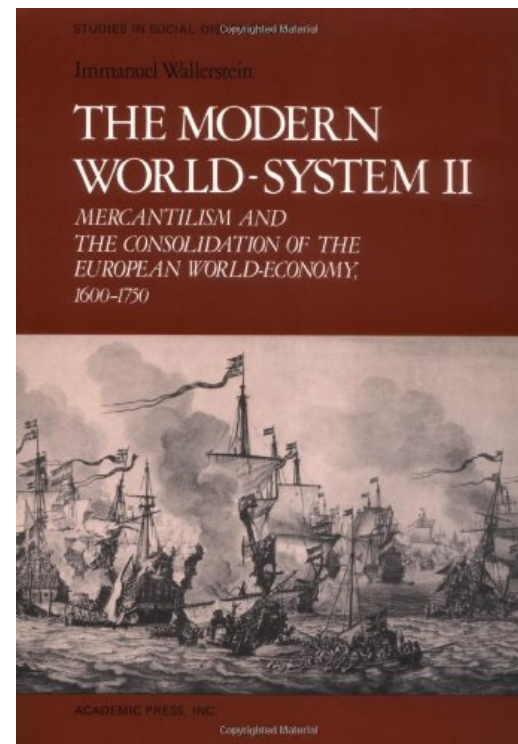
Du caractère hiérarchisé de l'économie-monde capitaliste chez Wallerstein

Wallerstein n'est pas plus heureux, enfin, dans son explication du caractère hiérarchisé de l'économie-monde capitaliste. Et toujours pour la même raison : sa méconnaissance de la nature du capital comme rapport de production. Selon Wallerstein, la division et l'opposition entre centre et périphérie concerneraient au premier chef les rapports entre procès de production, donc entre capitaux singuliers ou branches de la division sociale du travail. Après quoi elles s'étendraient aux territoires et aux différentes formations sociales qui composent l'économie-monde, en devenant l'axe selon lequel ces formations se hiérarchiseraient au sein de cette dernière.

Cette analyse repose en fait sur une double erreur. La première concerne l'analyse des rapports entre les procès dits centraux et les procès dits périphériques. Selon Wallerstein, la position dominante des premiers tient à leur situation de monopole ou de quasi-monopole, tandis que les seconds doivent à leur situation de mise en concurrence d'être subordonnés aux précédents ; d'où aussi une rentabilité supérieure des premiers relativement aux seconds, grâce notamment aux échanges inégaux entre eux. On retrouve ici le défaut habituel des analyses de la concurrence intercapitaliste qui se

bornent à scruter les positions respectives des capitaux sur le marché, donc qui s'en tiennent au seul procès de circulation, base de toutes les représentations fétichistes du capital, en omettant d'analyser les conditions prévalant au sein du procès de production – ce qui les conduit à inverser l'ordre des facteurs.

Car ce n'est pas – du moins pas d'abord – leur position dominante (monopolistique ou quasi monopolistique) sur le marché qui assure à certains capitaux singuliers ou certaines fractions particulières du capital social une rentabilité supérieure ; c'est au contraire cette dernière qui permet à ces capitaux d'acquérir éventuellement une telle position dominante (sans que ce soit une nécessité), laquelle renforcera le cas échéant leur rentabilité en retour. Quant aux conditions de cette rentabilité (en fait de cette profitabilité) supérieure, elles sont à chercher parmi l'ensemble des facteurs du procès de production qui permettent à ces capitaux de s'assurer une valorisation supérieure à la moyenne (un taux de profit supérieur au taux de profit moyen), en abaissant leur composition organique (par économie de travail mort), en augmentant la productivité du travail (ce qui revient à économiser du travail vivant), en accélérant leur rotation (tant celle du capital fixe que celle du capital circulant), en se concentrant et en se centralisant davantage, etc. Tous facteurs qui ne dépendent d'ailleurs pas seulement des capitaux qui les mettent directement en œuvre et des capitalistes qui les dirigent et les gèrent mais, plus largement, d'un ensemble de conditions sociales générales dont ces capitaux et capitalistes ne sont pas les maîtres d'œuvre, même s'ils en sont les bénéficiaires, leurs maîtres d'œuvre étant les différents États au sein desquels ces capitaux opèrent.



Ce qui m'amène à souligner la seconde erreur commise par Wallerstein dans son analyse de la genèse de la hiérarchisation de l'économie-monde, qui réside là encore dans une inversion de l'ordre des facteurs. Car cette hiérarchie ne se génère pas d'abord dans les rapports entre capitaux singuliers ou fractions particulières du capital social pour s'étendre ensuite aux différents territoires ou formations socio-spatiales dont se compose l'économie-monde capitaliste : c'est inversement dans les rapports entre ces formations, rapports médiatisés par les États qui en sont les représentants et les puissances tutélaires à la fois, que cette hiérarchie s'enracine pour s'étendre aux capitaux qui se concentrent sur leurs territoires respectifs. Rapports qui sont toujours des rapports de force, qui conduisent les États dominants à imposer aux États plus faibles une division du travail défavorable et, partant, les termes d'un échange inégal entre eux : les premiers se réservant les branches industrielles, les procès de production voire les segments de procès de production les plus profitables et rejetant vers les

seconds les branches, procès ou segments les moins profitables, voire les assignant de force à ces derniers[16]. Et Wallerstein lui-même est d'ailleurs obligé d'en convenir quand il affirme : « *Dans la mesure où les quasi-monopoles dépendent du parrainage d'États forts, ils sont situés en grande partie – juridiquement, physiquement et en termes de propriété – dans ces États mêmes.* »[17]

C'est donc la hiérarchie des États qui détermine celle des procès de production – et non l'inverse. Cela fait du même coup justice de l'explication donnée par Wallerstein de la distribution des différents rapports de production et des différentes formes d'exploitation et de domination du travail entre les différentes zones de l'économie-monde capitaliste pendant la période moderne : travail salarié et travail indépendant au centre, esclavage et servage à la périphérie et métayage au sein des semi-périphéries. Loin que ce soient ces derniers qui puissent expliquer la force relative des pouvoirs d'États émergeant au sein des différentes zones, ce sont au contraire les rapports de force entre ces États qui, conjointement aux possibilités ouvertes par le legs historique de leurs formations sociales respectives, y ont déterminé la formation ou la cristallisation des différents rapports de production, dont l'articulation détermine la hiérarchie des positions au sein de l'économie-monde. L'analyse du processus de périphérisation des Amériques, de l'Afrique et d'une partie de l'Asie [dans le tome 1 : *L'expansion européenne*, de l'ouvrage *Le premier âge du capitalisme*] m'a permis de l'établir en détail[18] ; celle du devenir des formations centre et est-européennes permettra de la confirmer[19].

[1] Cet article fait suite à celui paru précédemment sur ce même site consacré à Braudel. Cf. <http://alencontre.org/economie/debat-leconomie-monde-moderne-selon-braudel-considerations-critiques.html>

[2] L'homéostasie d'un système est sa capacité à assurer le maintien de son ordre propre, par réorganisation des rapports entre ses éléments constitutifs et invention de nouveaux éléments, pour faire face aux facteurs internes ou externes qui tendent à le perturber.

[3] *Capitalisme et économie-monde 1450-1640*, Paris, Flammarion, 1980, page 312.

[4] *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2006, page 44.

[5] *Id.*, pages 43-44.

[6] *Capitalisme et économie-monde 1450-1640*, *op. cit.*, page 313.

[7] *Comprendre le monde...*, *op. cit.*, page 45.

[8] *Capitalisme et économie-monde 1450-1640*, *op. cit.*, page 84.

- [9] *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte, 2^e édition, 2002, page 36.
- [10] *Id.*, page 38.
- [11] *Comprendre le monde...*, *op. cit.*, page 83.
- [12] *Le capitalisme historique*, *op. cit.*, pages 15-16.
- [13] *Id.*, pages 13-14.
- [14] Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, 1948, Tome III, Chapitre XXIII.
- [15] Pour une démonstration de ces différentes thèses, cf. *Le premier âge du capitalisme*, Tome 2 : *La marche de l'Europe occidentale vers le capitalisme*, Lausanne/Paris, Page 2/Syllepse, 2019, pages 511-517.
- [16] Pour de multiples illustrations de cette thèse dans le contexte du protocapitalisme mercantile, cf. *Le premier âge du capitalisme*, Tome 1 : *L'expansion européenne*, Lausanne/Paris, Page 2/Syllepse, 2018, *passim*.
- [17] *Comprendre le monde...*, *op. cit.*, page 51.
- [18] Cf. *Le premier âge du capitalisme*, Tome 1 : *L'expansion européenne*, *op. cit.*, *passim*.
- [19] Cf. *Le premier âge du capitalisme*, Tome 3 : *Un premier monde capitaliste*, Lausanne/Paris, Page 2/Syllepse, à paraître en octobre 2019, pages 1012-1023.